



Assemblée générale

Distr. limitée
21 novembre 2006
Français
Original : anglais

Soixante et unième session
Cinquième Commission
Point 117 de l'ordre du jour
Budget-programme de l'exercice biennal 2006-2007

Mesures illégales prises par Israël à Jérusalem-Est occupée et dans le reste du territoire palestinien occupé

Incidences du projet de résolution A/ES-10/L.19 sur le budget-programme

État présenté par le Secrétaire général conformément à l'article 153 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale

I. Demandes formulées dans le projet de résolution

1. Aux termes des paragraphes 3 et 11 du projet de résolution A/ES-10/L.19, l'Assemblée générale prierait le Secrétaire général :

a) De créer une mission d'établissement des faits concernant l'attaque qui a eu lieu à Beit Hanoun le 8 novembre 2006 et de lui faire rapport à ce sujet dans les 30 jours;

b) De lui rendre compte de l'application de la résolution en temps voulu.

II. Rapport entre les demandes formulées, le plan-programme biennal et les priorités pour l'exercice 2006-2007

2. Les demandes ci-dessus se rapportent au sous-programme 1 (Prévention, maîtrise et règlement des conflits) du programme 2 (affaires politiques) du plan-programme biennal pour l'exercice 2006-2007¹.

* Nouveau tirage pour raisons techniques.

¹ *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-neuvième session, Supplément n°6 et rectificatif (A/59/6/Rev.1 et Corr.1).*



III. Activités prévues pour donner suite aux demandes formulées

3. La mission d'établissement des faits comprendrait un chef d'équipe, un spécialiste des affaires politiques, un conseiller militaire, un juriste, un spécialiste des droits de l'homme, un coordonnateur chargé de la sécurité, un technicien radio et un assistant administratif; elle serait déployée à Tel-Aviv, Ramallah, Jérusalem et Gaza.

IV. Montant estimatif des ressources nécessaires

4. Le coût de la mission d'établissement des faits envisagée au paragraphe 3 du projet de résolution A/ES-10/L.19 est estimé à 131 200 dollars.

5. Ce montant couvrirait les frais de voyage de l'équipe (73 800 dollars), les services temporaires d'appui logistique et administratif (18 300 dollars), la location de locaux pour les réunions (12 000 dollars), les déplacements locaux (19 900 dollars) et les frais de communications (7 200 dollars). Les autres services d'appui fonctionnel et administratif seraient assumés par le Département des affaires politiques.

V. Décision que l'Assemblée générale devra prendre

6. En application des dispositions du paragraphe 11 de l'annexe 1 de la résolution 41/213 de l'Assemblée générale, si l'Assemblée décide d'adopter le projet de résolution A/ES-10/L.19, un crédit additionnel d'un montant de 131 200 dollars sera requis au chapitre 3 (Affaires politiques) du budget-programme de l'exercice biennal 2006-2007².

² Ibid., soixantième session, Supplément n° 6 (A/60/6/Add.1).